

Gouvernement Valls III: La farce continue

Affaibli par sa dernière déroute aux régionales, qui l'avait contraint à appeler à soutenir les Républicains dans plusieurs régions, le gouvernement Hollande-Valls s'est par la suite retrouvé englué dans le débat autour de la prolongation de l'état d'urgence et de la réforme constitutionnelle.



Au sein de celle-ci, la question de la déchéance de nationalité pour les binationaux coupables de crimes (et de délits, concession faite à la droite) a consacré la fuite en avant droitière et autoritaire de l'exécutif. Elle a cristallisé toutes les critiques, scandalisant la base sociale du Parti Socialiste, mettant mal à l'aise son appareil et nombre de ses élus, de ses députés. Les tiraillements se sont même propagés jusqu'au sein du gouvernement même, culminant avec la démission de Christiane Taubira, la ministre de la Justice.

Après avoir fini par imposer cette semaine au forceps la réforme constitutionnelle, François Hollande et Manuel Valls se sont donc vus contraints de bricoler un nouvel attelage gouvernemental qu'ils espèrent suffisamment solide pour imposer brutalement les prochaines contre-réformes du marché du travail... Et le moins que l'on puisse dire, c'est que la farce continue.

On voit ainsi revenir par la fenêtre Jean-Marc Ayrault, un des premiers ministres les plus impopulaires de la Ve République, pourtant viré après le naufrage socialiste aux municipales... Un apôtre de Notre-Dame-des-Landes pour remplacer Laurent Fabius, l'homme de l'accord bidon de la COP 21 aux Affaires Étrangères, quoi de plus normal ?

Jean-Jacques Urvoas, proche de Valls, qui rêve de fusionner Intérieur et Justice (et tant pis pour la séparation des pouvoirs) est maintenu comme garde des sceaux remplaçant Christiane Taubira. On retrouve aussi Baylet, le chef du groupusculaire Parti Radical de Gauche, qui se voit enfin offrir le maroquin dont il a toujours rêvé au crépuscule de sa carrière politique... Ce qu'on ne ferait pas pour se garantir le soutien à l'Assemblée Nationale et au Sénat des quelques élus de ce vieux parti de la IIIe République...

De même que Jean-Vincent Placé, courtisan enfin récompensé d'un strapontin après avoir mis suffisamment d'ardeur à diviser cet allié pinailleur qu'était EE-LV pour le PS... Élu sénateur grâce au parti de Hollande et Valls, il sait où sont ses intérêts... Notamment quand il s'agit de dénoncer le caractère "gauchiste" (défense de rire !) de

son ancienne organisation, devenue selon lui "le parti des roms et de la palestine"[1].

Enfin, l'Oscar du reniement politique est attribué à Emmanuelle Cosse. La secrétaire générale d'EELV, qui n'avait pas de mots assez durs pour dénoncer la politique de Hollande cette dernière année, dénonçant l'austérité, les reculs en matière écologique; et qui ces dernières semaines était encore vent debout contre la réforme constitutionnelle et la déchéance de nationalité entre aujourd'hui avec fierté au gouvernement, nommée ministre du Logement et de l'Habitat Durable. Comme dit l'expression, ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent.

Il convient également de noter qu'il n'y a plus de femmes nommées à un seul des ministères régaliens (Affaires Étrangères, Défense, Finances, Intérieur, Justice)... Ce qui va de pair avec la nouvelle dénomination du Ministère de la Famille, de l'Enfance et des Droits des Femmes qui est en soit tout un programme, aux relents très "vieille France", renvoyant ainsi les femmes à la sphère domestique. Il est par ailleurs significatif qu'il soit séparé du Secrétariat d'État chargé de l'Égalité Réelle, rattaché lui au Premier Ministre.

Nous n'attendions rien d'un éventuel remaniement. La politique déjà à l'oeuvre va s'aggraver, afin de restaurer la compétitivité des capitalistes français, afin de continuer les opérations impérialistes qui mettent la planète à feu et à sang. Elle ne servira qu'à offrir un boulevard au Front National d'un côté, à Daesh de l'autre, qui continueront tous les deux de prospérer sur un terreau de misère, de précarité, de désespérance sociale.

Aujourd'hui et plus que jamais, sans attendre le sauveur suprême et 2017, c'est à nous, c'est aux travailleurs (en poste, en formation ou privés d'emploi) de construire les mobilisations nécessaires pour mettre en échec ce gouvernement au service des patrons, pour en finir avec cette république du fric, des flics et des menteurs.

À bas la répression, l'état d'urgence, l'islamophobie d'État et la guerre impérialiste !

Convergence des luttes vers la grève générale !

À bas l'État capitaliste, vive le pouvoir des travailleur-e-s !

[1]

<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2014/12/18/25002-20141218ARTFIG00251-eelv-le-parti-des-roms-et-de-la-palestine-regrette-jean-vincent-place.php>

Jean Brenoux, le 12 février 2016